

## Des milieux de vie à l'écosystème urbain

NATHALIE BLANC

On observe un renouveau de l'intérêt pour le vivant en ville. Renouveau: depuis le 19<sup>e</sup> siècle au moins, on considère la ville comme un système hors nature et les citadins comme dépourvus de corps. Renouveau également si l'on prend en compte la faible place du vivant dans les politiques urbaines. De telles interrogations sont à lier à celles concernant le « *biopolitique*<sup>[1]</sup> »: à l'heure où l'on naturalise l'humain et humanise l'animal, on peut imaginer l'importance d'une réflexion sur les traitements faits aux vivants en ville. L'ampleur du sujet est telle qu'on se contentera ici d'en illustrer quelques aspects.

Aspects extraits d'une observation attentive de l'animal, mais aussi du végétal sans lequel aucune vie animale n'est concevable. Cela n'exclut pas l'humain bien entendu: urbain soucieux des dimensions écologiques de la qualité de vie ou collectifs attentifs aux questions de santé publique en relation aux problèmes d'environnement.

Cependant, il s'agit surtout de la place d'organismes susceptibles de reproduction non contrôlée et d'envahir les espaces de la ville. Pourtant, ces organismes, désirés parfois quand ils sont dans l'enceinte du logement, sont jugés indispensables à la vie urbaine. Ils sont jugés d'autant plus indispensables que nombreux sont désormais les associations, collectifs ou même individus, pour lesquels ils sont devenus essentiels. Se protéger soi-même, c'est protéger la vie autour de soi. Ce que montrent de nombreuses enquêtes conduites dans le cadre urbain<sup>[2]</sup>.

Que ce mouvement émane d'associations, d'individus ou soit lié au développement des politiques environnementales et des sensibilités écologiques, on constate que, progressivement, facilitant la présence de l'animal domestique ou encourageant la biodiversité urbaine et la nature sauvage en ville, les politiques urbaines prennent de plus

[1] Le développement d'une sensibilité écologique, l'importance prise par les biotechnologies contribuent à la place prise par le vivant et l'idée de vie en politique. Pour qualifier celle-ci, Giorgio Agamben (*Homo sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, Seuil, Paris, 1997) parle de « *biopolitique* » et cite Michel Foucault: « *L'homme pendant des millénaires, est resté ce qu'il était pour Aristote: un animal vivant et de plus capable d'une existence politique; l'homme moderne est un animal dans la politique duquel sa vie d'être vivant est en question* ». Puis, il continue: « *Selon Foucault, le "seuil de modernité biologique" d'une société se situe là où l'espèce et l'individu en tant que simple corps vivant deviennent l'enjeu des stratégies politiques.* » Le citant de nouveau: « *Il en résulte une sorte d'animalisation de l'homme effectuée par des techniques politiques les plus sophistiquées.* » Cette animalisation de l'homme a pour corollaire une humanisation de l'animal au nom de la sensibilité des bêtes.

[2] Une centaine d'entretiens ont été réalisés dans les villes de Rennes, Lyon, Paris auprès de citadins, habitants de quartiers aux morphologies diverses, sur le plan social et architectural (de la maison individuelle à

Nathalie Blanc, chercheuse au CNRS LADYSS UMR 7533, a notamment publié *Les animaux et la ville* aux éditions Odile Jacob, Paris, en 2000.

l'immeuble collectif, de l'appartement en centre-ville au logement dans les grands ensembles). Ainsi ai-je pu appréhender le rôle de la morphologie urbaine dans la construction des rapports à l'animal. Ces enquêtes ont été réalisées dans le cadre de l'appel d'offres « Les blattes en milieu urbain », programme Écologie urbaine, METT/ministère de l'Environnement; et du programme « Nature dans la ville » du laboratoire LADYSS entre 1993 et 2000. L'ouvrage *Les animaux et la ville, op. cit.*, présente les résultats de ces travaux. Parallèlement des enquêtes ont été menées auprès d'élus, de techniciens des villes ou de représentants d'associations protectrices de l'animal (École du Chat, Société protectrice des animaux, etc.). Nous avons également observé les pratiques des nourrisseurs d'animaux (pigeons, chats) ou encore celles des propriétaires de chien, à l'heure de la promenade. Pour le végétal et la pollution, une centaine d'enquêtes ont été également réalisées à Paris dans trois quartiers aux morphologies et localisations très différentes. Les réflexions proposées dans le cadre de cette communication sont essentiellement tirées d'un travail réalisé dans le cadre de l'appel d'offres « Politiques publiques et paysages. Analyse, évaluation, comparaison. » (MATE, 1999-2002): voir Nathalie Blanc *et al.*, à paraître, « Appréhender la ville comme (mi)lieu de vie. L'apport d'un dispositif interdisciplinaire de recherche », in Nicole Mathieu et Jean-Marie Legay (dir.), *De l'écologie urbaine à la ville durable*.

en plus en compte – sur le plan symbolique et concret – la question du vivant urbain.

Cette transformation est ambiguë. Ambiguïtés importantes à comprendre ; il s'agit d'instruire scientifiquement le dossier de l'urbanisme durable. Une vie urbaine « soutenable » nécessite d'intégrer toute la complexité du développement local des milieux de vie.

### Localité, environnement et Terre

Observer de telles transformations demande, outre des études minutieuses et prolongées, la mise en place d'une grille de lecture pour en définir tous les prolongements théoriques. En effet, l'hypothèse est que le « géographique », au sens commun, est en train de devenir le lieu du politique. C'est-à-dire que le « géographique », les lieux, la question des échelles, ainsi que la description des interdépendances, deviennent les outils d'un nouveau mode de fonctionnement politique. Au moment où les mouvements sociaux prennent de nouvelles échelles, du local au global, où se créent des nouvelles alliances entre humains, végétaux, animaux, air, eau, etc., où la mise en forme des conflits fait appel aux sciences dures (par exemple, dans la représentation de l'effet de serre), les institutions subissent trois types de tensions. Ces tensions concernent le vivant en ville.

La première tension procède du territoire. Elle oblige le politique à prendre de plus en plus en compte l'espace vécu. Dans ce sens, local est aussi temps du quotidien. Ainsi, le territoire en vient à représenter l'habitant dans ses moments les plus quotidiens, les plus immédiats. Pour le vivant urbain, cela veut dire prendre en compte les interactions nature/société qui interviennent dans les modes d'habiter et valoriser la réappropriation des lieux de vie dans leurs multiples dimensions sensorielles et affectives. La deuxième tension peut être qualifiée d'environnementale, dans le sens du « retour de l'évité ». Elle oblige le politique à une responsabilité nouvelle (dans le sens où elle ne procède pas uniquement du social, au sens des êtres humains entre eux) à l'égard de nouvelles entités (air, eau, animaux, plantes, etc.) dans leurs différents aspects positifs et négatifs, contrôlés et non contrôlés. La dernière tension met en jeu l'espace. Elle suppose que le politique et les différents niveaux d'administration intègrent des contraintes émanant d'autres échelles de régulation. Par exemple, à présent, pèsent à l'échelle locale des enjeux émanant d'impératifs écologiques définis à l'échelle globale. Ainsi se présente l'enjeu de la biodiversité urbaine qui concerne la bonne santé de la Terre, c'est-à-dire de la biosphère. Dans ce sens, urbain et humain sont devenus des synonymes. Du point

de vue de la conservation de la nature, la ville devient un espace localisé, mondialisé.

Ces trois tensions brièvement décrites jouent un rôle dans l'intégration du vivant dans les politiques urbaines. Animaux, végétaux ainsi que nature humaine participent des forces de réajustement des politiques urbaines. Leur présence valorisée en ville conduit le citoyen à respecter d'autres valeurs qui, à leur tour, modifient la représentation de la ville. Plus profondément, en effet, imaginer la place du vivant dans la ville revient à intégrer des aspects éludés de la vie urbaine: mort et reproduction, vies et temporalités multiples. De telles modifications peuvent jouer un rôle dans la requalification écologique de la ville.

### La nature : un versant impossible ?

Représentations et pratiques à l'égard de la nature et de l'animal ont été étudiées dans différents milieux urbains. L'étude du végétal, dans un deuxième temps, a montré la pertinence initiale du choix de l'animal. L'animal<sup>[3]</sup>, plus que le végétal souvent assimilé à la nature en ville, oblige à voir des dimensions effacées de la vie organique et de l'altérité. On observe même que nature et vivant sont des notions qui se superposent: la nature ne renvoie-t-elle pas à ce qui croît sans avoir besoin de nous, à ce qui se définit par une autonomie de sens ? Dès lors, pour beaucoup de citoyens, la nature représente une ressource face à l'adversité, au monde humain (urbain) et, même. Le vivant, la nature et l'animal en particulier, sont des éléments importants dans l'élaboration de mouvements de résistances individuelle (par exemple, la fuite dans le désert) et collective (par exemple, les mouvements écologistes) vis-à-vis du monde actuel.

Ainsi le terme de nature et de multiples objets associés ont été étudiés: « *cependant, s'interroge Maurice Merleau-Ponty, peut-on valablement étudier la notion de nature? N'est-elle pas autre chose que le produit d'une histoire au cours de laquelle elle a acquis une série d'acceptions qui ont fini par la rendre inintelligible. Il faudrait s'attacher alors à l'histoire des méprises sur le sens du mot. Mais ces changements ont-ils été fortuits, n'y aurait-il pas un quelque chose qui a toujours été visé, s'il n'a pas été exprimé, par ceux qui employaient les mots?* »<sup>[4]</sup>

Il demeurerait donc le danger de figer un terme important à cerner comme enjeu social, politique et économique, sans *a priori*, en se fiant plutôt à l'observation de son emploi individuel et collectif. Plus que définir ne doit-on pas apprécier, parfois de manière contradictoire, une

[3] Des éco-éthologues, spécialistes d'une espèce d'insecte qui vit uniquement en milieu urbain, *Blattella germanica*, décidèrent, en 1990, d'utiliser les connaissances acquises au laboratoire d'éthologie de Rennes sur la dynamique de population pour améliorer l'efficacité de la politique de désinsectisation conduite par les HLM de la ville de Rennes. Ils mirent en place un dispositif de suivi des fluctuations de la population de blattes dans trois tours de la ZUPsud de Rennes. Constatant très vite que le rapport homme/blatte avait une importance décisive dans la dynamique de population de cet insecte, et donc dans sa maîtrise, ils firent appel à des géographes, soucieux de la question de la réintroduction des rapports société/nature dans la géographie urbaine, pour étudier les représentations et pratiques de l'habitant à l'égard de cet insecte. Un programme sur « Les blattes en milieu urbain » a débuté en 1992 dans le cadre de l'appel d'offres « La ville au risque de l'écologie, questions à l'environnement urbain » (Plan urbain-SRETIE). Voir Nicole Mathieu *et al.*, « Le dialogue interdisciplinaire mis à l'épreuve: réflexions à partir d'une recherche sur les blattes urbaines », *Natures, Sciences, Sociétés*, 1, 1997, p. 18-30.

[4] Abordant une histoire de la notion de nature, Maurice Merleau-Ponty (*La nature, notes, cours du Collège de France*, Seuil, Paris, 1995, p. 19) envisage toute la difficulté: « *La nature est un objet énigmatique, un objet qui n'est pas tout à fait un objet; elle n'est pas tout à fait devant nous. Elle est notre sol, non pas ce qui est devant mais ce qui nous*

réalité sociale, forcément floue et mouvante? Comprendre la «nature», ses usages et ses liens au vivant, implique de se fier à l'idée qu'il n'existe pas de définition du terme, mais une diversité d'appréciations qui conduit les pratiques.

Du coup, les définitions de la nature, du vivant, de l'animal et du végétal ont été laissées floues, et les représentations et pratiques à l'égard de différentes espèces dans des lieux urbains ont fait l'objet d'observations suivies. En effet, étudier frontalement la nature, c'est prendre le risque de réponses négatives: il n'y a pas de nature en ville ou abîmée, dénaturée, disent les personnes interrogées. Même les espèces animales et végétales sont confrontées à la dure loi de l'urbain; la domestication et la méprise qui tend à confondre tout ce qui croît dans l'espace urbain avec de la nature sous surveillance, contrôlée et gérée. Autant dire à peine de la nature.

Dès lors, aussi bien pour ne pas forcer de définition sur nos interlocuteurs que pour percevoir les ambiguïtés en œuvre dans un tel système de description de la ville – où tout ce qui est nature devient aussitôt artifice ou à peine «nature» – des dispositifs de recherche ont été mis en place; l'un confrontant un animal désiré à une bête non désirée, l'autre, la nature bienfaisante, le végétal, et une nature urbaine, perçue négativement, la pollution atmosphérique.

De plus, tout en laissant ouvert la définition de la nature et du vivant comme celle du végétal et de l'animal, les savoirs scientifiques naturalistes ont été associés aux représentations communes.

Le choix d'une interdisciplinarité limitée construite autour de questions finalisées (comment maîtriser deux populations animales dans le cadre urbain? Quelle est la place du végétal et de la pollution atmosphérique dans la représentation de la ville? Quels milieux de vie contribuent-ils à créer?) procède de l'évidence des faits et des engagements. S'il est impossible de faire l'économie d'une association aux sciences du vivant ou encore d'un retour critique et épistémologique sur la manière dont ces sciences abordent le thème du vivant, de la biodiversité ou dont les sciences sociales l'éluent, le but n'est pas d'observer la place du vivant mais de produire les éléments tant théoriques que méthodologiques d'une écologie urbaine. Ce qui oblige à associer sciences de l'ingénieur, de la vie, de la santé et sciences sociales pour l'étude critique d'une ville vivable pour elle-même, c'est-à-dire ses habitants et son environnement. Animaux, végétaux, air, eau, mais aussi santé, vie, mort participent de ce référentiel émergent.

L'interdisciplinarité procède également d'une évidence plus particulière. Blatte, chat et d'autres espèces urbaines partagent leur habitat avec le citoyen. Logement ou cages d'escaliers, parcs urbains ou

porte. » Il lui donne, néanmoins, un sens avant de commencer ses cours. « Il y a nature partout où il y a une vie qui fait sens, mais où cependant il n'y a pas de pensée; d'où la parenté avec le végétal: est nature ce qui a un sens, sans que ce sens ait été posé par la pensée. C'est l'autoproduction d'un sens. La nature est donc différente d'une simple chose; elle a un intérieur, se détermine du dedans; d'où l'opposition de naturel à accidentel. Et cependant, la Nature est différente de l'homme; elle n'est pas instituée par lui, elle s'oppose à la coutume, au discours. Est nature le primordial, c'est-à-dire le non-construit, le non-institué; d'où l'idée d'une éternité de la nature (éternel retour), d'une solidité ».

boulangeries, nombreuses sont les espèces qui envahissent les espaces de l'homme. De plus, comprendre les dynamiques de population de ces espèces implique de s'attacher aux pratiques dont elles sont l'objet. On nourrit l'animal, on le stérilise et on le tue. On valorise sa présence ou, au contraire, la juge nuisible. Dès lors, l'étude des pratiques de contrôle explique l'association aux éco-éthologues.

De façon générale, ces travaux sur l'animal confirment la coupure entre ville et nature et la persistance d'une idée de la ville comme lieu de l'artifice et comme «milieu technique». C'est l'espace de la maîtrise au point que certains éléments vivants de nature deviennent déplacés, se «dénaturent». Ils sont les produits de la ville.

D'autre part, l'opposition construite entre une nature végétale bien-faisante, forcément vivante, et une pollution invisible, difficile à saisir, évoquant les problèmes de santé et de survie et associée à la couleur des bâtiments ou encore au nombre d'automobiles, a justifié une étude interdisciplinaire avec des micro-climatologues, des biogéographes et des architectes.

De là, comment et de quelle façon, le vivant animal et végétal, mais aussi la question de la qualité de vie, c'est-à-dire de la prise en compte durable des corps humains et des niveaux sensoriels et affectifs, peuvent-ils faire évoluer les problématiques et les politiques urbaines?

Si le local est le niveau d'émergence d'une telle problématique, il n'en reste pas moins que l'environnemental, et le jeu entre local et global, consacrent ce développement. Ainsi, par local, on entendra le niveau d'émergence spontané d'un intérêt envers le vivant et la qualité de vie; par environnemental, la prise en compte du vivant comme élément des politiques d'environnement urbain et, par local/global, la manière dont l'international force le jeu local des politiques urbaines.

## Milieux de vie

Si le « géographique » est le nouveau lieu commun du politique, on ne peut douter de l'importance du vivant et de sa capacité à faire territoire bien que jusqu'ici, dans le sillage de la modernité, elle ait été occultée. En effet, l'observation de cartes, de plans ou d'un autre type de représentation ne montre pas qu'il y ait des animaux en ville. On constate que ces représentations, d'usage courant chez les gestionnaires urbains ou encore les professionnels de l'aménagement, éludent une part importante de l'espace vivant. D'où la nécessité d'un travail spécifique pour parvenir à l'identifier: c'est un travail d'enquête conduit auprès des collectivités locales ou, plus encore, des indi-

vidus; une recherche qui conduit à penser que la vie animale en ville est d'autant plus ignorée qu'elle est l'objet d'un mépris voire d'une péjoration liée à celle que subissent les affections, les sentiments, dont on considère qu'ils ne participent pas de la vie de la cité<sup>[5]</sup>. Cette péjoration milite en faveur de la vie sauvage ou encore de la protection d'espèces en voie de disparition.

D'un point de vue géographique, ici spatial, la vie en ville est dérisoire. Elle ne participe pas de la nature, ne contribue pas à la formation des territoires urbains sinon de manière anecdotique, quasi triviale. Silencieuse en tout cas. Cependant, une telle vision revient à oublier qu'au-delà du mépris des sensibilités animales et humaines se dessine le mépris de tout ce qui n'est pas constitutif de la modernité, définie essentiellement sur le plan technique et fonctionnel. La glorification des espaces verts relevant plus du décor que la plante, assimilable à une vie «kleenex», à un être vivant dont on se débarrasse aussitôt a-t-il perdu ses attraits, c'est-à-dire ses fleurs, renforce cet effacement des sensorialités et sensibilités urbaines au profit de catégories plus générales du bien-être en ville: ainsi, la qualité de vie a-t-elle été souvent définie en termes d'équipements urbains au point de ne prendre en compte le citadin que de manière abstraite. De manière générale, à l'extérieur du logement, le rôle du citadin est mineur.

C'est en réaction à ce constat que nos travaux souhaitent intégrer, au plan politique, les modes d'appropriation et de réappropriation des espaces collectifs urbains. Ainsi, la ville ne se résume pas à un phénomène spatial, ni même à un organisme inscrit dans la longue durée historique, mais est un espace relationnel ou encore un processus. En cela, d'ailleurs, la métaphore organique se justifie. Dès lors, phénomène spatial, histoire accumulée, la ville est le lieu d'élaboration collectif d'une vie et d'un habitat commun. À ce titre, le rôle de l'habitant comme acteur politique doit se voir réévalué. Mais ces recherches sur le vivant en ville, son inscription dans l'espace urbain et ses modes d'appropriation ou de réappropriation, ont une autre vertu: elles font voir la ville comme une mosaïque de milieux. Le vivant est un objet total à l'interface nature/sociétés. Cette description peut aboutir à souligner les disparités socio-écologiques. Disparités que l'on peut traduire en termes d'inégalités d'accès aux ressources et d'inégalités d'accès à la qualité de vie. Dans un premier temps, il suffit de montrer la place du vivant dans un tel marquage spatial. Une habitante de la ZUP Sud de Rennes interrogée et cherchant à combattre les blattes dit très clairement que les blattes et les poux, ça inspire tout ce qui est «zonard», tout ce qu'on peut imaginer dans les tours. Pour cette personne, les tours et les blattes s'assimilent: «*On n'avait jamais été*

[5] Jean-Pierre Digard, *Les Français et leurs animaux*, Fayard, Paris, 1999.

*confronté à ça. On n'a même pas cherché à identifier. On se doutait que, dans les immeubles comme ça, il pouvait y en avoir, alors on a conclu que c'était ça*». La blatte, dans ce cas, est bien un indicateur environnemental de la qualité de vie. Elle mêle à la fois des représentations sociales et individuelles négatives. Pour le chat errant, une «nourrisseuse» du 20<sup>e</sup> arrondissement parisien explique être en butte aux copropriétaires de l'autre côté de la rue. Ces voisins associeraient pauvreté et nourrissage. Bêtise et amour de la bête.

Certes, au regard des inégalités qui mettent en jeu des questions de santé voire de survie des populations, ces observations sont anecdotiques. Cependant, des signes comme la blatte en redoublent d'autres et leur importance renvoie au sentiment d'une pauvreté bien plus profonde. De manière générale, on lie le vivant témoin visible à d'autres maux, eux considérés comme invisibles. Ce mécanisme d'association joue sur un registre plus général; comme le souligne Keith Thomas<sup>[6]</sup> le monde naturel sert pour la mise en ordre du monde humain. De telles observations sur la valeur indicielle des événements naturels ont pour but d'enrichir la compréhension des inégalités écologiques. Elles permettent de comprendre les milieux mais aussi les modes de valorisation de ces milieux liés à des cultures locales. L'étude du rapport au vivant montre bien qu'une analyse écologique, factuelle, évaluant les ressources locales, doit s'accompagner d'un point de vue critique sur les moyens de valoriser la ressource. Observons à quel point inégalités sociales et inégalités écologiques se superposent, se redoublent ou, au contraire, se dédoublent.

Sur le plan temporel, la nature et l'introduction ou la valorisation du vivant modifient les modes de perception des territoires et de leurs qualités. Le vivant dans l'espace urbain, c'est le saisonnier, le cyclique, ce qui suppose la gestion des temps de vie, de mort ou de reproduction; cela va à l'encontre d'une tendance des villes à gommer les événements éphémères au profit d'un espace offert comme spectacle permanent. Ainsi, en va-t-il des grands ensembles des années 1970 où le végétal, considéré comme toujours vert et toujours feuillu, fait-il partie du décor de vie, figé tout au long de l'année. Dans un autre domaine, l'on observe que la déchéance, la mort de l'animal urbain, plus encore son cadavre qui évoque le charnier, la maladie, engendrent de violentes phobies. Mais les saisons, les temps de la nature, c'est aussi le printemps dans la ville. Synonyme de retour de la gaieté et de couleurs, d'air doux, cette saison l'est aussi de l'ouverture des espaces aux pratiques interdites ou plus difficiles l'hiver: sports de «glisse», jardinage, etc. De récents projets intègrent cette saisonnalité si souvent gommée en ville: les aménagements paysagers montrent les saisons

[6] Keith Thomas, *Dans le jardin de la nature*, Gallimard, Paris, 1985, p. 77 et p. 249: « Les travaux de nombre d'anthropologues donnent à penser que c'est une tendance permanente de la pensée humaine de projeter sur le monde naturel (et en particulier sur le règne animal) des catégories et des valeurs provenant de la société humaine, puis de s'en resservir pour critiquer ou renforcer l'ordre humain, en justifiant quelque disposition particulière, sociale et politique, par la raison qu'elle est d'une certaine manière plus "naturelle" que tout autre à sa place ».

du végétal<sup>[7]</sup>. Ce qui n'empêche pas le développement d'espaces artificiellement produits et de milieux à l'abri de toute fluctuation saisonnière et climatique.

Ces prémices témoignent d'évolutions à venir. Depuis peu animal, végétal ou qualité de vie sont des arguments légitimes pour les collectifs auprès des élus locaux ou des gestionnaires des villes. Le vivant contribue à la territorialisation des politiques publiques. Celles-ci intègrent des soucis longtemps qualifiés de mineurs comparés aux nécessités du bon fonctionnement urbain. Même si la qualité de vie relève encore, dans les représentations, du privilège d'une classe sociale moyenne aisée, disposant d'une liberté et d'un soutien politique suffisant pour justifier son souhait d'un Éden localisé.

Or, la présence du vivant en ville invite à considérer d'autres enjeux: la requalification écologique de la ville transforme celle-ci en un milieu d'habitat pour des populations de plus en plus nombreuses à l'échelle terrestre. Il est insuffisant de se représenter la ville comme un milieu à la marge où l'on habite pour travailler alors que l'on puise, quand on le peut, santé et force à la campagne. On observe, d'ailleurs, à quel point se renouvelle ainsi la dichotomie ville/campagne. D'autre part, il ne s'agit pas que de qualité de vie. C'est nécessaire, à notre avis, de créer des milieux artificiels sources de richesses sur le plan de la diversité culturelle mais aussi biologique, c'est-à-dire spécifique, génétique, etc. Enfin, sur le plan social, nos enquêtes montrent que les personnes les plus modestes sont souvent les plus attachées à la vie animale et végétale en ville; ce sont elles qui prennent en charge nourriture et frais de stérilisation de l'animal et soin du végétal. La préservation de la vie est un élément essentiel. Croire donc que seules les populations aisées se préoccupent du vivant ou de la qualité de vie serait se méprendre sur la nature du lien qui attache le citoyen à l'animal et au végétal; mépris qui conduit à péjorer toute forme de relation qui échappe *a priori* à la définition. S'occuper d'un animal et le nourrir ainsi que jardiner met en cause la durée de vie des citoyens. Veillant sur le vivant, l'on veille sur soi-même. Les personnes qui récupèrent les plantes délaissées lors des déménagements ou pour des raisons de commodité le disent: elles sont soucieuses du vivant et de sa continuité. D'autres plantent dans l'espace public des jardins, des jardinières de la ville ou dans l'espace collectif des pieds d'immeubles s'assurant ainsi, mais en catimini, un espace privé dans l'espace public, ou au contraire, contribuant à l'espace public alors que les sphères du privé et du public demeurent extrêmement séparées tant en termes fonciers qu'en termes d'usages. Notons que dans certains pays, animaux

[7] Ainsi Michel Corajoud, maître d'œuvre de l'aménagement paysager de l'avenue d'Italie, explique-t-il avoir fait planter des arbres à grand et à petit développement de chaque côté de l'avenue sur deux rangées (pour que la lumière entre dans les appartements): ils encadrent la chaussée. De même, les arbres ont été choisis pour l'agrément de la promenade, ils n'ont pas la même saisonnalité d'un bout à l'autre de l'avenue. Voir Michel Corajoud, « L'aménagement de l'avenue d'Italie », *Carnets du paysage*, n° 1, printemps 1998, p. 6-15.



et végétaux, présents sur les balcons, cultivés dans les jardins, représentent une source de nourriture.

Animaux et végétaux contribuent donc à l'identité locale comme marqueurs d'un espace et d'un point de vue écologique. Ces indications montrent leur rôle dans la définition écologique, au sens large, des espaces urbains.

### Le vivant, une politique d'environnement ?

Par environnement, on entend politiques d'environnement. En effet, le vivant est aujourd'hui considéré comme une des composantes de l'environnement urbain. Animaux, végétaux et humains y contribuent dans la mesure où ils donnent à voir les éléments du milieu (présence d'eau ou de nourriture, etc.) mais aussi mettent en évidence les conditions de vie selon les lieux. S'interroger sur cette présence, sur les capacités d'adaptation et d'évolution des espèces urbaines, conduit à l'évolution des représentations de l'espace urbain. La ville est dès lors considérée comme un milieu d'accueil pour toutes sortes d'espèces vivantes<sup>[8]</sup>. Seulement, de quelle manière leur prise en compte sur le plan politique relève-t-elle de politiques d'environnement ?

Des exemples montreront comment jusqu'ici le vivant était traité dans le cadre de problématiques environnementales. Pour le végétal, on observe qu'il contribue de manière forte à la salubrité de la ville, au moins sur le plan symbolique, au 19<sup>e</sup> siècle et avant. Outre les plantations d'allées, la place des parcs urbains comme lieux de détachement de populations parfois nouvellement urbaines, l'on peut aussi citer le rôle des plantations devant les usines servant à vérifier leur caractère non-toxique. Tous ces éléments font du végétal, à l'instar du mobilier urbain, l'instrument de politiques hygiénistes associées à une vision médicale de la ville. Au contraire, l'animal n'a pas trouvé de place à cette époque; il est chassé de la ville, progressivement, dès le 19<sup>e</sup> siècle. Les médecins, hygiénistes dénoncent la prolifération de l'animal. Cette vision hygiéniste du milieu urbain s'accompagne d'une représentation des corps et des maladies dont on constate aujourd'hui à quel point elle a évolué: ce n'est plus la nature (le miasme, les eaux stagnantes, etc.) qui produit la maladie et l'environnement malsain, mais la ville. La ville est désormais considérée comme à la source des principaux maux urbains.

Aujourd'hui, quand les politiques d'environnement traitent des proliférations animales ou bactériennes, elles mettent en avant les ques-

[8] Il y a peu d'informations concernant ces animaux dans la ville. On compte, à Paris, moins d'une dizaine d'espèces d'amphibiens et reptiles, une trentaine d'espèces de mammifères et une centaine d'espèces d'oiseaux. Les pigeons sont évalués au nombre de plusieurs dizaines de milliers de couples à Paris. Les effectifs de moineaux y dépasseraient les 10000 ou 20000 couples. Toujours plus nombreux, d'autres oiseaux, tel l'étourneau, le goéland, la mouette rieuse, la corneille, la pie se rapprochent de l'homme. On ne connaît pas le nombre de blattes, ni des autres insectes étant donné les difficultés de leur appréciation. Les chiffres les plus fantaisistes sont avancés pour les rats et autres rongeurs, ainsi que pour les chats qui ne font partie d'aucun foyer. Toutes ces espèces sont nombreuses à partir du moment où les sites d'alimentation, de repos ou de reproduction sont disponibles. On les trouve sur les bordures de périphériques, sur les rails de métro et de chemin de fer, et même pour la blatte, dans les moteurs des appareils ménagers, ou comme les poux sur les têtes des enfants. Les oiseaux, par exemple, se distribuent en fonction des potentialités offertes: les parcs et les jardins seront investis par les espèces à tendance forestière ou bocagère, les grandes surfaces des gazons accueilleront les espèces d'espace ouvert habituées à exploiter le milieu prairial. L'évaluation de leur nombre montre l'importance de la présence animale et des coûts de sa gestion.

tions de santé et les lient, parfois, aux pollutions atmosphériques, terrestres, aquatiques, etc. Le vivant met en évidence, par ses dysfonctionnements, les externalités écologiques de tout développement urbain ou, plus généralement, de toute production de milieu. De manière générale, cette association entre problème d'environnement et développement correspond à la critique écologiste de la modernité. Que ce soit la blatte, qui s'est adaptée aux conditions de vie offertes en milieu urbain, à l'abri des aléas climatiques et, donc, parfait pour cet animal d'origine tropicale, ou, sur un autre plan, la pollution atmosphérique, résultat de l'accroissement de la mobilité, ces externalités négatives participeraient d'une vision courte du développement d'un système d'habitat, aujourd'hui, en train de devenir le lieu, par excellence, des populations humaines.

Enfin, de façon spontanée, nombreux sont les individus ou les collectifs qui lient la problématique environnementale et la préservation du vivant en ville: souvent, la souffrance de l'animal ou la destruction du végétal, la souffrance de la nature de manière plus générale, est la raison de leur mobilisation. Dès lors, on formule l'hypothèse selon laquelle la souffrance du monde vivant est un vecteur important en termes de nouvelles mobilisations et de recomposition du social et du politique. Après les droits de l'homme, les droits de l'animal et du vivant<sup>[9]</sup>.

### Espaces et des échelles d'intervention des pouvoirs publics

Enfin, la problématique environnementale met en cause la ville conçue comme un système fermé, une totalité autonome. La pollution atmosphérique concerne des régions et des bassins versants: elle ne se limite pas à la ville qui est, pourtant, l'une des principales sources de production de gaz à effet de serre. L'animal, mais aussi le végétal, participent à cette représentation de la ville comme système ouvert associée à son arrière pays voire au monde. D'une part, des espèces comme la blatte l'envahissent, s'y installent et en profitent. D'autres, au contraire, préfèrent la fuir. L'espace de la ville ne constitue plus un refuge ou ne présente pas de nourriture.

Ce constat rend obsolètes les démarches associées à l'écologie scientifique qui qualifient la ville d'écosystème urbain. Cette expression évoque une certaine autonomie et clôture. Des termes comme milieu de vie ne seraient-ils pas plus pertinents? Ils intègrent la dimension interactive des rapports entre la nature et la société et les réfèrent à

[9] Ramdane Babadji, « L'animal et le droit: à propos de la déclaration universelle des droits de l'animal », *RJE*, 1, 1999. Selon Jean-Pierre Marguenaud (*L'Animal en droit privé*, PUF, Paris, 2000), l'évolution de la loi pénale est significative du « *dépérissement de la théorie de l'animal chose* », dans la mesure où les infractions contre les animaux ne sont plus classées dans la catégorie des infractions contre les meubles. La loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature fait de l'animal « *un être sensible* ».

l'habitant seul susceptible de décider du devenir, sur le plan politique, de ces milieux de vie. Cependant, dans les représentations, la dichotomie entre la ville et la campagne conserve sa pertinence; la référence à la ville comme catégorie séparée, un point sur la carte, demeure forte et permet aux citadins et aux ruraux de distinguer des modes de vie. C'est à l'intérieur de cette contradiction – ville fermée, ville ouverte – que prennent corps certaines tensions politique et spatiale. Il en va ainsi de la nécessité de gérer à l'échelon local une pollution dont les limites ne sont pas celles de la ville.

Pour le vivant, cet impératif d'ordre général prend le nom de « biodiversité ». Ainsi, la biodiversité détermine une vision plus ouverte de la ville et intégrée dans son environnement rural (« corridors verts ») mais aussi une contribution possible de chaque ville à l'espace public. Le terme est l'objet de controverses, encore plus pour ce qui est de la ville<sup>[10]</sup>. Cependant, l'importance des recherches sur la diversité du vivant en ville (diversité spécifique, diversité écologique et variabilité génétique) ne permet plus de nier les qualités de ces milieux d'accueil tant en termes de nombre que d'étendue. Pour les écologues, ces milieux transforment les modes d'organisation biologique et comportementale de certaines espèces. Pour les sciences sociales, l'adaptation de l'humain à la ville joue sur les pratiques et représentations sociales et sur le statut du vivant. La question de la « biodiversité urbaine » met en jeu la capacité de « reproduction » des milieux artificiels et la possibilité qu'ils soient source d'une biodiversité nouvelle.

La valorisation de ce vivant oblige à reconsidérer tant les schèmes d'une gestion urbaine, d'un point de vue spatial avec l'emboîtement des échelles, et temporel avec celles des temporalités de nature et de durée différentes, qu'une pensée de la ville.

Désormais, la présence plus ou moins grande de biodiversité peut jouer un rôle dans l'image des villes; cette présence signifie la mise en place d'une planification écologique. En effet, l'animal, le végétal et la qualité de vie figurent comme des ressources associées au titre de la bonne qualité écologique des villes.

\*\*\*

Ces évolutions ont des aspects positifs et d'autres plus inquiétants. Ainsi, qu'en est-il de cette instrumentalisation du vivant qui va de pair avec son entrée en politique, la mise en place d'une « biogouvernance » ou gouvernement des vivants? L'affirmation de la nécessité du vivant en ville ne correspondrait-elle pas, plus qu'à la naturalisation de la ville, à l'humanisation et l'artificialisation du vivant, le biologique étant le dernier espace de conquête d'un machinisme à la recherche de

[10] Nathalie Blanc *et al.*,  
*op. cit.*

nouveaux terrains d'expansion? Plus généralement, on peut penser qu'il s'agit d'un nouveau plan de consistance du lien des êtres humains entre eux. Ce qui les tient et les retient avec terre, animaux et plantes, c'est d'être vivants.